

PS: dix questions pour un congrès réussi

FRANÇOIS HOLLANDE, Premier secrétaire du Parti socialiste.

LE MONDE | 30.05.08

Le Parti socialiste est dans une situation paradoxale : il vient de remporter des élections locales qui font de lui le premier parti de France, mais il s'est révélé incapable de gagner l'élection présidentielle, faute d'avoir réussi à assumer son identité. Il représente la seule force d'alternative à la droite, mais il peine à rassembler autour de lui, faute d'alliances stabilisées. Enfin, s'il est devenu plus homogène sur le plan des idées - la nouvelle déclaration de principes en est l'illustration -, il peine à faire vivre sa cohérence, faute de bien régler la question présidentielle.

L'enjeu du congrès qui s'annonce est donc de relever ces trois défis : le projet, la stratégie, les rôles respectifs du parti et du candidat. Ce sont les conditions nécessaires pour pouvoir être en situation de vaincre en 2012.

J'avais pris l'engagement, en 2005, de ne pas prétendre à ma propre succession. Je le respecte, après plus de dix ans passés à la tête du PS. Je suis conscient des atouts considérables que recèle cette formation politique : le dévouement de ses militants, la densité de son réseau politique : le dévouement de ses militants, la densité de son réseau d'élus, la crédibilité dans son exercice du pouvoir - local comme national. Mais je suis lucide sur ses fragilités : individualisme des comportements au sommet, étroitesse sociologique de sa base, vulnérabilité de son assise électorale.

Je sais aussi que l'unité est un combat, tant la propension aux querelles - parfois tactiquement entretenues - est récurrente. Et je ne me reprocherai jamais d'avoir su les surmonter dans des moments difficiles (2002, 2005, 2007). La première qualité de mon successeur sera d'y parvenir sur la base d'une ligne politique cohérente présentée par une majorité regroupant, autour d'un contrat, ceux qui pensent tout simplement la même chose.

Aujourd'hui, le PS est devant ses responsabilités. La droite échoue. Le sarkozysme ne marche pas. Ce mélange détonant en campagne, explosif au pouvoir, fait de fausses promesses et de culte de la méritocratie, ne donne rien de bon en termes économiques : l'offre productive comme la demande solvable sont découragées - et pas davantage en termes sociaux : le salariat subit seul la pression de l'adaptation à la mondialisation et les Français sont mis en conflit quant à la gestion de leurs propres intérêts ; l'individualisation est érigée en système. Et le modèle est exhibé au plus haut niveau : "L'Etat, c'est le Moi".

La gauche n'a pas simplement à préparer une victoire électorale. Elle doit mener une offensive idéologique. Faire la démonstration, notamment auprès des couches populaires et moyennes, que ce sont ses valeurs, ses propositions, ses méthodes qui correspondent aux aspirations de la France dans le monde tel qu'il est. Face à l'ampleur de la mutation économique, énergétique, démographique, géopolitique, l'intervention de l'Etat, la nécessité d'un effort partagé et l'émergence de la cohésion sociale ne sont jamais apparues aussi évidentes.

Les socialistes ne peuvent, à l'occasion de leur congrès, en rester aux pétitions de principe ou à une bataille de mots. Ils doivent savoir poser

les légitimes décisions de personnes et de leadership au terme d'un débat et non à son commencement. Ils doivent régler les dix grandes questions qui leur sont posées dans leur rapport aux Français.

COMMENT ÊTRE PLUS FORT DANS LA MONDIALISATION ?

Depuis au moins cinq ans, la France décroche. Le déficit du commerce extérieur atteint 40 milliards d'euros, quand l'excédent allemand dépasse 200 milliards. La modération des coûts salariaux et la déréglementation du droit du travail n'y feront rien. La cause tient au retard pris dans l'investissement productif, au défaut de spécialisation industrielle, mais aussi à une porosité par rapport aux produits venant de pays à bas coût. Ajoutée aux délocalisations, cette dégradation de notre position commerciale nous expose à une dépendance accrue à l'égard des capitaux étrangers.

La réponse passe par la définition d'un pacte de croissance et de compétitivité associant Etat, partenaires sociaux et collectivités locales, dont l'objet essentiel serait de mobiliser les financements pour relever le niveau d'investissements privés et publics du pays.

COMMENT ÊTRE PLUS JUSTE DANS LA RÉPARTITION ?

Les inégalités se creusent depuis cinq ans. La dérive des rémunérations les plus élevées, conjuguée à la détaxation des patrimoines et des revenus des capitaux, a engendré une perte de confiance d'autant plus grande que l'Etat-providence est contesté dans son efficacité comme dans son équité.

La politique fiscale ne peut pas être un projet, mais il n'y a pas de projet sans stratégie fiscale. La campagne de Nicolas Sarkozy l'a démontré, et

je continue de penser qu'il aurait fallu le contester sur ce terrain-là avant que l'injustice du paquet fiscal n'ouvre les yeux à beaucoup. Mais il était trop tard.

Les socialistes doivent y revenir en évitant les caricatures : tant que les déficits perdurent, il ne peut y avoir de diminution globale des prélèvements - sinon les allègements fiscaux sont payés à crédit par les Français au bénéfice des plus favorisés ! De même doit être proposée une réforme fiscale qui harmonise les impositions entre le travail et le capital et qui fasse du revenu réel la base du prélèvement local comme social. Mais c'est au niveau de l'entreprise que se situe le coeur même de la répartition, et le salarié doit d'abord être rémunéré par son salaire, au risque sinon d'en faire, avec la protection sociale qui lui est liée, une peau de chagrin. Et la fiscalité des entreprises doit d'abord prendre en compte cette dimension plutôt que de privilégier l'intéressement et les revenus accessoires.

COMMENT PRÉPARER LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ?

L'allongement de l'espérance de vie - progrès majeur de civilisation - oblige à prévoir le financement des retraites, mais aussi à organiser la vie sociale au-delà de la période d'activité et à couvrir les aléas de la dépendance. Ce n'est pas qu'une problématique électorale - avec le poids des plus de 60 ans dans les votes - mais un sujet politique majeur en termes de mode de vie, d'équilibre des générations et de financement. Elle oblige à repenser les rapports au temps de travail, qui ne doit plus être conçu sur la semaine ou même sur l'année, mais sur l'ensemble de la vie professionnelle ; les règles de calcul de la retraite devront prendre en compte cette nouvelle organisation du travail,

laquelle doit offrir cette souplesse, à condition de préserver l'employabilité de chacun.

De même, les socialistes ont à promouvoir une politique familiale dynamique permettant l'accueil et la réussite de l'enfant afin de conjuguer un niveau élevé à la fois de natalité et d'activité des parents. Enfin, la charge de la fin de vie et de la dépendance conduit à délimiter la part de la responsabilité individuelle et de la solidarité nationale. Et, face à la logique assurantielle, il faut assumer le financement collectif d'une large part de cet aléa.

COMMENT MENER SOLIDAIREMENT LA MUTATION ÉNERGÉTIQUE ?

La hausse du prix du pétrole, aussi spéculative qu'elle soit, annonce ce que l'on sait depuis longtemps : la fin programmée des énergies fossiles à l'horizon de 2040/2050. Il convient de hâter la transition d'un mode de développement vers un autre, en compensant les conséquences sociales douloureuses pour le plus grand nombre.

Des choix sont nécessaires : en matière d'énergies renouvelables, de modernisation sécurisée de la filière nucléaire, d'incitations fiscales massives sur les économies d'énergies, le transport collectif et les véhicules propres, mais aussi en matière d'aménagement du territoire, en valorisant les villes et en proposant des logements et des commerces intégrés. Les règles du marché seront féroces dans l'ajustement énergétique. Les plus pauvres n'y résisteront pas, et des conflits d'un type nouveau sont à craindre. C'est là que les socialistes peuvent réhabiliter le rôle de la puissance publique, de l'intérêt général, du long terme et de la justice sociale.

COMMENT MAÎTRISER SÈREINEMENT L'IMMIGRATION ?

La chimère de "l'immigration zéro" a vécu, même à droite. Les contraintes de la démographie et les besoins de l'économie ont fini par avoir raison des plus démagogues. Mais le caractère incontrôlé du processus, l'inexistence de l'accueil, la ségrégation accentuée de l'habitat font de cette tension un ressort à leur instrumentalisation politique. La gauche a tout avantage à une politique de vérité : il faudra régulariser sur la base de critères les étrangers présents depuis plusieurs années sur notre territoire, justifier le raccompagnement dans des conditions humaines de ceux qui n'y ont pas droit, organiser des règles avec les pays d'émigration et définir avec les Européens une politique commune de contrôle, mais aussi de développement (d'abord avec l'Afrique), sans laquelle les frontières, même protégées par je ne sais quel barbelé, ne résisteront pas.

COMMENT RÉGLER DÉMOCRATIQUEMENT LA PRÉSIDENTIALISATION DE NOS INSTITUTIONS ?

Depuis le quinquennat et l'inversion du calendrier, les socialistes tournent autour du pot. Il est vrai que la manière avec laquelle Nicolas Sarkozy y est tombé prête à réfléchir. Il faut admettre le fait présidentiel au sein de l'exécutif. Mais reconnaître cette prééminence oblige à renforcer les droits du Parlement, à démocratiser les modes de scrutin - à l'Assemblée nationale comme au Sénat -, à organiser un véritable pluralisme dans l'audiovisuel et à rendre indépendantes les fonctions juridictionnelles à travers la composition du Conseil constitutionnel et du Conseil supérieur de la magistrature.

La réforme actuellement en débat ne va pas jusque-là. Mais aux socialistes de faire la lumière sur leur propre schéma institutionnel. Je

refuse le régime présidentiel, mais j'écarte tout autant le régime primo-ministériel. Je propose la solution de l'équilibre entre l'exécutif et le législatif et le lancement d'une nouvelle étape de décentralisation qui deviendra la vraie réforme de l'Etat, si elle clarifie les compétences, unifie les modes de scrutin et modernise la fiscalité.

COMMENT RELANCER LE PROJET EUROPÉEN ?

Le débat institutionnel a suffisamment divisé les socialistes pour que l'on ne se plaigne pas de son dénouement. Une autre phase s'ouvre : celle des contenus et des politiques. Nous avons à faire des choix : quelles frontières et jusqu'où ? Quelle défense et avec qui ? Quelle protection de notre espace européen ? Quelles politiques communes, quels investissements et dans quels secteurs ? Quels rapports avec l'Allemagne ?

Les socialistes français ont besoin de rehausser leur crédibilité européenne. Elle en a pris un coup. Et, ce qui est attendu d'eux, c'est un engagement renouvelé sur l'avenir de l'Europe. Il est espéré de nos électeurs qui, ayant voté oui ou non, sont européens, et surtout de nos partenaires qui constatent que le président actuel est plus atlantiste que son prédécesseur, mais n'est pas plus européen.

COMMENT RENDRE COHÉRENTE LA PAROLE SOCIALISTE ?

La déclaration de principes qui est soumise au vote des adhérents du PS a été élaborée et approuvée par l'ensemble des sensibilités qui la structurent. Bel acte de rénovation. Depuis le temps que l'on nous sommait de faire notre aggiornamento ou notre Bad Godesberg, voilà qui est fait. Le PS est plus uni sur l'essentiel qu'il ne le laisse paraître. Alors, où est le problème ? Il est dans la difficulté, avivée par le quinquennat,

de maîtriser le processus présidentiel. Là se situent toutes les ambiguïtés de la préparation de notre congrès et la complexité de la tâche du prochain premier secrétaire. Respecter les ambitions légitimes de celles et ceux qui peuvent prétendre et ne pas renoncer à la sienne.

J'estime que c'est fin 2010 que le choix devra se faire et que, d'ici là, c'est un travail collectif que nous devons mener sur le projet et sur les modalités du rassemblement de la gauche. Cette gestion du calendrier exige une cohérence dans la direction du PS. Notre diversité est une chance, à la double condition de mener les débats nécessaires, mais aussi de les clore par une décision qui s'impose à tous. La discipline de vote - celle issue des délibérations des instances représentatives des adhérents et a fortiori des militants eux-mêmes - est la première condition de la crédibilité du PS. C'est la clé. On ne peut prétendre vouloir lutter contre l'individualisme qui ronge notre société et l'installer au coeur de notre propre formation politique.

COMMENT RASSEMBLER LA GAUCHE ?

Le PS domine électoralement la gauche. Il n'en a pas le monopole. Des cultures politiques demeurent : écologique, communiste, républicaine, radicale. Elles ne se dilueront pas avant longtemps dans un parti unique.

En revanche, un rassemblement de la gauche de gouvernement, dans une structure fédérative, est possible dans un délai rapide. C'est dans ce cadre que s'élaborerait le futur contrat de gouvernement et que s'organiserait la prochaine majorité parlementaire. C'est également là que serait décidée la présentation d'un candidat commun au premier tour de l'élection présidentielle, à partir d'une procédure qui pourrait être élargie aux citoyens eux-mêmes.

COMMENT ÉLARGIR POUR GAGNER ?

Arithmétiquement, la gauche n'est pas majoritaire. Mais l'a-t-elle jamais été ? La victoire vient forcément d'un processus d'élargissement. Conduit-elle à un changement d'alliances ? Du côté de l'extrême gauche, elle est improbable programmatiquement et elle est refusée politiquement. La stratégie du nouveau parti destiné à se substituer à la LCR n'est pas de participer à une coalition avec la gauche, mais de la mettre en cause, voire en accusation. Il ne vise pas à créer un aiguillon mais une coupure.

Quant au MoDem, il est soumis à l'ambition présidentielle de François Bayrou, qui, jusqu'en 2012, opposera une fin de non-recevoir à toute sollicitation. Et les convergences ne peuvent simplement se réduire à l'anti-sarkozysme. A nous de convaincre les électeurs que, pour changer effectivement de politique, le Parti socialiste donne davantage de garanties.

Si les socialistes répondent à ces dix questions, les Français s'intéresseront à nous parce que l'on aura su s'adresser à eux. La gauche se structurera autour du PS, car nous aurons su lui offrir une perspective, et l'opposition aura gagné en crédibilité ce qui, en ces temps de transgression et de confusion, sera précieux pour la démocratie.

Le prochain premier secrétaire doit avoir l'autorité, la légitimité et la majorité lui permettant de donner de la force à l'expression du PS. Mais cette réponse sur le leadership ne peut être la seule. Elle doit procéder d'un grand débat politique permettant cette cohérence pour l'action.